

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 17 février 2017

JACQMIN Denis, *Belarus et Russie : divorce en cours*, Éclairage du GRIP, Bruxelles, 17 février 2017.

<http://www.grip.org/fr/node/2254>



## Belarus et Russie : divorce en cours

par Denis Jacqmin

17 février 2017

Le Belarus ne fait pas souvent la Une de l'actualité. Pourtant, au vu des tensions aux périphéries de la Russie, plusieurs événements récents méritent une analyse. Les relations du Belarus avec la Russie et avec l'Union européenne (UE) sont en effet en pleine phase de redéfinition.

Le Belarus, la « dernière dictature d'Europe », a toujours essayé de balancer son allégeance entre l'UE et Moscou pour maximiser les contreparties économiques qui lui permettent de survivre. Ces dernières années, de nombreux sujets d'irritation sont apparus qui ont transformé la relation entre Minsk et Moscou en une relation de défiance, voire de chantage mutuel.

### De nombreux sujets de discorde avec la Russie

Les différends entre les deux pays voisins sont devenus clairs le 3 février dernier lorsque le président Loukachenko a donné une conférence de presse marathon (7 heures !) au cours de laquelle il a, entre autres, vertement critiqué la récente décision russe de rétablir des contrôles frontaliers autour de la frontière biélorusse. L'augmentation des prix du pétrole et du gaz ont également nourri la colère de Loukachenko, qui a accusé la Russie de « prendre le Belarus à la gorge »<sup>1</sup>.

Sur la question de l'énergie, le Belarus bénéficiait en effet de prix préférentiels pour la livraison d'hydrocarbures russes. Son économie dépend en partie des opérations de raffinage du pétrole brut acheminé de Russie qui est ensuite revendu en Europe avec des taxes d'exportation. Mais la récente chute des prix du pétrole et des recettes pour le budget russe a entraîné une baisse des fournitures vers le Belarus qui ont été réduites de moitié au troisième trimestre 2016<sup>2</sup>.

De plus, Gazprom réclame 340 millions de dollars à Minsk pour des fournitures de gaz impayées, ce qui risque d'aggraver la contraction que subit le PIB biélorusse depuis déjà deux ans<sup>3</sup>. La stratégie de diversification des sources d'approvisionnement en produit pétroliers mise en place par l'Union européenne n'arrange pas non plus les finances publiques du Belarus qui cherche à multiplier ses partenariats commerciaux et regarde de plus en plus vers l'Ouest. Une délégation de la Commission européenne a visité Minsk fin 2016 pour discuter de questions commerciales entre le Belarus et l'UE.

Après la suppression début janvier de l'obligation de visas pour les touristes et investisseurs étrangers au Belarus (voir ci-dessous), les services de sécurité intérieure russes ont rétabli un statut de zone frontalière à la frontière entre les deux pays. L'union politique et économique entre les deux pays, décidée en 1999, avait pourtant rendu la frontière invisible. La réintroduction de mesures de contrôle, destinées à lutter contre les migrations illégales et les trafics de produits illicites a sévèrement remis en question la relation entre Minsk et Moscou<sup>4</sup>. Ce qui est véritablement en cause derrière ces contrôle accrus aux frontières, c'est le contournement des sanctions russes contre les produits alimentaires européens et ukrainiens auquel se livre la Biélorussie. En effet, ces denrées transitent par le Belarus (qui a refusé de suivre Moscou dans ses sanctions économiques) et entrent sur le territoire russe via l'union douanière russo-biélorusse, fournissant ainsi une rentrée financière à Minsk. Fin janvier 2017, des sanctions ont été prises par les autorités de surveillance sanitaire (*Rosselkhozadzor*) contre deux entreprises biélorusses de transformation de viande accusées de faire rentrer du bœuf ukrainien en Russie. Loukachenko a immédiatement riposté en demandant une inculpation du directeur de *Rosselkhozadzor* pour dommage envers l'État biélorusse<sup>5</sup>.

Sur le plan militaire, l'armée biélorusse a mené en 2016 des exercices de grande ampleur avec une mobilisation inédite de ses réservistes. Si l'ampleur des manœuvres était inhabituelle, le scénario l'était tout autant. L'armée biélorusse, habituée à des exercices défensifs sur les frontières occidentales du Belarus, s'est cette fois déployée vers l'Est dans un scénario qui incluait des manœuvres subversives de groupes de saboteurs et de formations armées illégales, un scénario clairement inspiré par la situation dans la région du Donbass en Ukraine... Selon Arseni Sivitski, directeur du *Center for Strategic and Foreign Policy Studies* de Minsk « *Les forces armées biélorusses se sont entraînées à neutraliser des groupes armés illégaux, à sécuriser et libérer des infrastructures critiques occupées et à neutraliser des groupes séparatistes soutenus de l'étranger. Parmi les tâches assignées à l'armée figuraient l'établissement de check points temporaires aux frontières et sur les routes principales [dont la route de Moscou] ainsi que la surveillance de la frontière [avec la Russie]* »<sup>6</sup>.

Toujours sur le plan militaire, Loukachenko, lors de sa conférence de presse, a refusé l'ouverture d'une nouvelle base aérienne russe au Belarus.

Ces préparations militaires font suite à une campagne d'organes de presse plus ou moins liés au Kremlin qui ont développé fin 2015 une rhétorique panrusse vis-à-vis du Belarus semblable à celle qui caractérisait l'attitude russe vis-à-vis de l'Ukraine en 2014. Une série d'articles des médias *Sputnik*, *Eurasia* et *Vzglyad* ont remis en cause la souveraineté du Belarus sur ses provinces orientales et dénoncé un « soutien » biélorusse à l'Ukraine, à la Turquie et aux monarchies du Golfe, cet appui étant perçu comme très préjudiciable à la politique étrangère russe. Entre remise en cause de la souveraineté biélorusse et référendum piloté d'adhésion à la Russie, Loukachenko essaye de préserver son rang. Au-delà des cercles du pouvoir biélorusse, la crise ukrainienne a divisé la population biélorusse entre partisans d'une distanciation ou d'un rapprochement avec Moscou. Il est également surprenant que ce constat de crainte sur les intentions russes soit partagé par l'opposition politique à Loukachenko, le Mouvement pour la liberté et la campagne « Dire la vérité »<sup>7</sup>.

### **La recherche d'un équilibre avec l'UE**

L'année 2016 aura vu la plus grosse partie des sanctions européennes à l'encontre du Belarus annulées par le Conseil Affaires étrangères de l'UE<sup>8</sup>. Dès février 2016, le gel des avoirs et les interdictions de voyage dans l'UE du président Loukachenko et de 169 membres de la nomenklatura biélorusse ont été levés. Ne subsistent qu'un embargo sur les armes et des sanctions contre un petit nombre individus soupçonnés d'être directement impliqués dans les disparitions forcées d'opposants. Cette levée des sanctions suit la libération en août 2015 de tous les prisonniers politiques détenus dans le pays ainsi que le déroulement pacifique (mais toujours loin d'être démocratique<sup>9</sup>) des élections d'octobre 2015.

Minsk veut également s'ouvrir aux touristes et investisseurs étrangers pour diversifier son économie. Depuis début janvier 2017, les citoyens de plus de 80 pays dont l'UE et les États-Unis) sont libres d'entrer sur le territoire sans visa (pour autant qu'ils restent au maximum cinq jours).

Au-delà de la question des droits de l'homme et des enjeux commerciaux, le Belarus s'est profilé comme un médiateur dans la crise ukrainienne en accueillant les négociations qui sont devenues les Accords de Minsk I et II de septembre 2014 et février 2015. De plus, le président Loukachenko a longuement louvoyé sur la question du statut de la Crimée, passant de la reconnaissance implicite à la condamnation du coup de force russe<sup>10</sup>. Les déclarations de Loukachenko fin janvier sur le « peuple frère » ukrainien qui se bat pour son indépendance ont sérieusement irrité Moscou<sup>11</sup>.

L'UE veut continuer à envoyer des messages positifs au Belarus. Ainsi, un accord politique a été trouvé début février 2017 au sein du Comité politique et de sécurité (COPS) de l'UE pour exempter les armes de tir sportif de l'embargo sur les armes à l'encontre du Belarus<sup>12</sup>. Le biathlon est en effet très populaire dans le pays, la championne du monde de biathlon 2014-2015, Darya Domracheva, est d'ailleurs biélorusse...

\* \* \*

## L'auteur

**Denis Jacqmin** est chercheur au GRIP, dans l'axe « armes légères et transferts d'armes ». Il a été observateur international pour les missions SMM Ukraine (2014-2015) et EUMM Georgia (2012-2013).

- 
1. « [Lukashenka Accuses Russia Of 'Grabbing Belarus By The Throat](#) », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 3 février 2017.
  2. Pour un article complet sur la guerre du gaz et du pétrole entre le Belarus et la Russie, voir « [Kremlin to avoid full-scale oil and gas war with Minsk](#) », *Belarus in Focus*, 25 juillet 2016.
  3. « [Why « Europe's last dictatorship » is offering visa-free entry](#) », *The Economist*, 17 janvier 2017.
  4. Selon *Tass*, l'agence de presse officielle russe, il n'y aura pas de contrôles physiques des biens et des personnes aux frontières. « [FSB: Border zone on border with Belarus does not restrict freedom of travel](#) », *Russia Beyond The Headlines*, 6 février 2017.
  5. « [Russia is in a quarrel with Belarus The major conflicts which have contributed to worsening relations between Moscow and Minsk](#) », *Meduza*, 3 février 2017.
  6. « [Belarus Prepares for Hybrid War as 'Europe's Last Dictator' Knocks Russia](#) », *War is Boring*, 5 février 2017.
  7. « [Is Belarus and Russia's 'brotherly love' coming to an end](#) », *The Guardian*, 29 mai 2015.
  8. Conseil de l'Union européenne, [Conclusions du Conseil Affaires étrangères sur la Biélorussie](#), 15 février 2016.
  9. [Statement of preliminary findings and conclusions](#), International Election Observation Mission Republic of Belarus – Presidential Election, 11 octobre 2015, OSCE/ ODHHR, Minsk, 12 octobre 2015.
  10. « [The Lukashenko Formula: Belarus's Crimea Flip-Flops](#) », Carnegie Endowment for Peace, Carnegie Moscow Center, 1<sup>er</sup> juin 2016.
  11. Discours prononcé par le président Loukachenko lors d'une remise de diplômes le 26 janvier 2017. [Site officiel du Président Loukachenko](#).
  12. La décision doit encore être approuvée lors du Conseil Affaires étrangères de mars 2017.